



## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de l'assainissement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Audrey LLEDO



## **Service public de l'eau et de l'assainissement - Contrat de concession du service public d'assainissement collectif des communes Est et Ouest - Avenant n° 2 - Autorisation de signature**

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a confié depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et pour une durée de sept ans, par contrat de délégation de service public à AQUALTER Exploitation, son service public d'assainissement collectif pour les communes des secteurs Est et Ouest.

Un avenant n°1 avait été approuvé par délibération n° 14583 du 29 mars 2017 pour tenir compte essentiellement de conditions d'exploitation éloignées de celles connues lors de la phase de mise en concurrence.

La société AQUALTER Exploitation a depuis mis en évidence de nouvelles charges d'exploitation non prévues dans le contrat initial. Elle a également pris en charge l'exécution de missions supplémentaires en lien avec une évolution de la réglementation et une évolution du patrimoine avec l'intégration d'équipements nouveaux dans le périmètre concédé.

Il a ainsi été convenu que le compte d'exploitation du contrat devait supporter les charges nouvelles suivantes :

- les surcoûts liés à l'indisponibilité technique de l'unité mobile de déshydratation depuis le début 2017 ;
- les surcoûts liés au contrôle d'installations intérieures lors de raccordements de nouveaux branchements ;
- les coûts supplémentaires dus à l'intégration de nouveaux ouvrages au patrimoine du service concédé, dont des postes de refoulement.

Par ailleurs, des recettes complémentaires prévues dans le contrat ont été abandonnées à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole, considérant que le service devait être rendu à titre gracieux à l'utilisateur. Il s'agit notamment du contrôle des installations intérieures réalisé dans le cadre de la perception de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif.

En revanche, Montpellier Méditerranée Métropole prendra à sa charge au plus tard à la fin du contrat les surcoûts liés à la prise en charge des analyses de Recherche de Substances Dangereuses dans les effluents, imposées par la réglementation.

A l'inverse, à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole, certaines obligations contractuelles ont été modifiées, notamment l'ouverture des bureaux clientèle le samedi matin qui n'est plus justifiée au regard de l'absence de visites depuis le début du contrat.

Un avenant n°2 est proposé pour tenir compte de ces évolutions financières.

Celui-ci permet également d'harmoniser les dates de reversement de la part collectivité au titre du service de l'assainissement collectif de manière à les adapter aux modalités de facturation et de recouvrement définies par les gestionnaires de l'eau potable sur le territoire des communes concernées, principalement le Syndicat du Bas Languedoc (SBL) et le Syndicat Mixte de Garrigues Campagne (SMGC).

Ces modalités sont modifiées comme suit :

- Le 1<sup>er</sup> avril N : un acompte de 50% du montant de la facturation du 2<sup>nd</sup> semestre N-1 ;
- Le 1<sup>er</sup> juillet N : le solde de la facturation de 2<sup>nd</sup> semestre N-1 ;
- Le 1<sup>er</sup> octobre N : un acompte de 50% du montant de la facturation du 1<sup>er</sup> semestre N ;
- Le 1<sup>er</sup> janvier N+1 : le solde de la facturation du 1<sup>er</sup> semestre N.

L'impact tarifaire des différents surcoûts cités ci-dessus supportés par le concessionnaire est de + 0,0446 € HT/m<sup>3</sup>, ce qui porte le tarif du délégataire à 1,1284 €/m<sup>3</sup> (valeur 2015). Montpellier Méditerranée Métropole et AQUALTER Exploitation conviennent par conséquent de modifier l'article 59.2.1 « *Tarif facturé aux usagers* » du contrat de concession du service public d'assainissement collectif sur les communes des secteurs Est et Ouest. Le prix du service public de l'assainissement payé par l'utilisateur reste



cependant inchangé, fixé à 1,35 € HT/m<sup>3</sup> pour l'année 2019. Ce qui représente une hausse de 8 % par rapport au montant initial.

Le Bordereau des Prix Unitaires annexé au contrat a été révisé et adapté à la réalité du coût du territoire.

Cet avenant n°2 a reçu un avis favorable de la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics eau potable, eau brute et assainissement qui s'est réunie le 16 septembre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°2 au contrat de concession du service public d'assainissement collectif sur les communes des secteurs Est et Ouest ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-91926-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 20191816 Avenant EO 2 V5 3M.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.